

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 mars 2023
(Convocation du 28 février 2023)

Aujourd'hui, le 08 mars 2023 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	8
• Voix	8
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	8
• Voix	8
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Foncier - Risques fluviaux - Mise à disposition de la communauté de communes du Pays Grenadois par l'Institution Adour des ouvrages de protection contre les inondations et des parcelles

Exposé des motifs :

Dans le cadre des missions qui lui ont été confiées par ses membres fondateurs à sa création, soit notamment la protection contre les inondations, l'Institution Adour a procédé à la construction d'ouvrages de protection contre les inondations ainsi qu'à des acquisitions foncières des emprises afférentes.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (dite GEMAPI), et plus particulièrement de son item 5 (défense contre les inondations et contre la mer), la communauté de communes du Pays Grenadois souhaite classer deux systèmes d'endiguement situés sur les communes de Grenade-sur-l'Adour et Larrivière-Savin.

Pour ce faire, l'EPCI-FP doit disposer de la maîtrise des ouvrages et du foncier. Ainsi, une procédure de mise à disposition de biens immeubles, prévue dans le code général des collectivités territoriales, doit être menée au profit de la collectivité compétente.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-4, L.1615-2, L.5211-5-III, L.5211-17, L.5214-16, et L.5711-1,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.211-7, L.213-12 et L.566-12-1,

Vu la délibération n°D2019-033 en date du 23 juillet 2019 du syndicat mixte Adour amont relative à la gestion du foncier de l'espace de mobilité de l'Adour et des ouvrages de protection contre les inondations,

Vu la délibération n°02/2020 en date du 13 février 2020 de l'Institution Adour relative à la mise à disposition des ouvrages et biens de l'EPTB relevant de la compétence GEMAPI,

Considérant les statuts en vigueur de la communauté de communes du Pays Grenadois,

Considérant que, conformément à l'article L.566-12-1 du code de l'environnement et L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition s'opère à titre gratuit,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes du procès-verbal de mise à disposition des ouvrages de protection contre les inondations et des parcelles acquises par l'Institution Adour dans le cadre de la protection contre les inondations à la communauté de communes du Pays Grenadois pour l'exercice de la compétence GEMAPI,
- d'autoriser le président à signer le procès-verbal,
- d'approuver les termes de la convention à intervenir avec la communauté de communes du Pays Grenadois pour la mise à disposition de la communauté de communes du Pays Grenadois des ouvrages de protection contre les inondations et des parcelles acquises par l'Institution Adour pour la protection contre les inondations,
- d'autoriser le président à signer la convention,



- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Communauté
de Communes
DU PAYS GRENAOIS

CONVENTION

**Mise à disposition des parcelles acquises
et ouvrages érigés par l'Institution Adour
pour la protection contre les inondations**

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 27 juin 1978 portant création de l'Institution Interdépartementale pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour,

Vu l'arrêté préfectoral du préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 11 avril 2007 relatif à la délimitation du périmètre d'intervention de l'Institution Adour en tant qu'établissement public territorial de bassin,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert, et les modifications ultérieures,

Vu la délibération n°2021-020 en date du 15 mars 2021 de la communauté de communes du Pays Grenadois relative au classement en système d'endiguement des digues de Pénich - Laburthe sise à Larrivière-Saint-Savin et Loubéry - Courrèges sise à Grenade-sur-l'Adour,

Vu la délibération n°CS-02-2020 en date du 13 février 2020 de l'Institution Adour relative à la mise à disposition des ouvrages et biens de l'EPTB relevant de la compétence GEMAPI,

Vu la délibération n°2023_B_xxxx en date du xxxxxx de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°xxxxxxx en date du xxxxxx de la communauté de communes du Pays Grenadois approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu les extraits cadastraux modèle 1 établis en date du xxxxxx par les services départementaux des impôts fonciers des Landes,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-4, L.1615-2, L.5211-5-III, L.5211-17, L.5214-16, et L.5711-1,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.211-7, L.213-12 et L.566-12-1,

Vu le procès-verbal de mise à disposition des parcelles acquises par l'Institution Adour dans le cadre de la protection contre les inondations à la communauté de communes du Pays Grenadois pour l'exercice de la compétence GEMAPI établi en date du xxxxx,

Considérant les statuts en vigueur de l'Institution Adour,

Considérant les statuts en vigueur de la communauté de communes du Pays Grenadois,

Considérant que, conformément à l'article L.566-12-1 du code de l'environnement et L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition s'opère à titre gratuit,



Entre

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert, établissement public territorial du bassin de l'Adour, dont le siège est situé au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan, identifié sous le numéro SIREN 254 002 264 et représenté par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° 2023_B_xx en date du xxxxxx,

ci-après dénommée : l'EPTB ou la **collectivité propriétaire**

Et

La communauté de communes du Pays Grenadois, domiciliée 14 Place des Tilleuls- 40270 Grenade-sur-l'Adour, identifiée sous le numéro SIREN xxxxxx et représentée par son président Jean-Luc Lafenêtre, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n° xxxxxxxx en date du xxxxxxxx,

ci-après dénommé : la CCPEG ou la **collectivité bénéficiaire**

Il a été convenu ce que suit

Préambule

L'Institution Adour a été créée en 1978 sous la forme d'une institution interdépartementale entre les quatre Départements du bassin de l'Adour pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour. Suite à la reconnaissance intervenue en 2007 de sa qualité d'établissement public territorial de bassin (EPTB) et au vu des évolutions législatives relatives à la mise en œuvre de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (dite GEMAPI), l'Institution Adour a été transformée en syndicat mixte ouvert à la carte et a intégré de nouveaux membres (Région, syndicats de sous-bassins-versants, EPCI-FP). Depuis sa création et dans le cadre des missions qui lui ont été confiées par ses membres, l'EPTB a procédé à la construction ou la réparation d'ouvrages de protection contre les inondations ainsi qu'à des acquisitions foncières afférentes (emprises des ouvrages notamment).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (dite GEMAPI), la communauté de communes du Pays Grenadois a souhaité conserver l'item 5 « défense contre les inondations et contre la mer ».

Afin d'assurer la gestion des systèmes d'endiguement sur son territoire, la communauté de communes du Pays Grenadois doit disposer des ouvrages et parcelles propriétés de l'EPTB concernés et dévolus à cet objectif.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la mise à disposition par l'EPTB au bénéfice de la CCPEG des ouvrages et parcelles appartenant à l'EPTB à des fins de protection contre les inondations, conformément aux dispositions de l'article L.566-12-1 du code de l'environnement.

Article 2. Compétence au titre de laquelle sont mis à disposition les biens

La mise à disposition s'effectue au titre de l'exercice de la compétence GEMAPI, au bénéfice de la CCPEG et plus particulièrement pour conduire les actions relevant de la protection contre les inondations.



Article 3. Identification et consistance des biens mis à disposition

3.1. Ouvrages mis à disposition

Les ouvrages destinés à la protection contre les inondations concernés par cette mise à disposition sont :

- la digue Pénich-Laburthe sise sur la commune de Larrivière-Saint-Savin,
- la digue Loubéry-Courrèges sise sur la commune de Grenade-sur-l'Adour.

3.2. Foncier mis à disposition

Les parcelles sur lesquelles sont établis les ouvrages précités sont également concernées par la présente mise à disposition. Il s'agit des parcelles listées ci-dessous, propriétés de l'EPTB comme l'attestent les extraits modèle 1 établis par les services cadastraux ci-annexés à la présente convention :

Section	N° parcelle	Commune		Contenance (m ²)
G	354	40117	Grenade-sur-l'Adour	163
G	356	40117	Grenade-sur-l'Adour	1406
G	358	40117	Grenade-sur-l'Adour	19
G	385	40117	Grenade-sur-l'Adour	64
G	388	40117	Grenade-sur-l'Adour	896
B	999	40145	Larrivière-Saint-Savin	295
B	1001	40145	Larrivière-Saint-Savin	4
C	38	40145	Larrivière-Saint-Savin	1459
C	857	40145	Larrivière-Saint-Savin	1971
C	859	40145	Larrivière-Saint-Savin	47
C	861	40145	Larrivière-Saint-Savin	462
C	863	40145	Larrivière-Saint-Savin	312
C	865	40145	Larrivière-Saint-Savin	503
C	867	40145	Larrivière-Saint-Savin	592
C	869	40145	Larrivière-Saint-Savin	438
C	871	40145	Larrivière-Saint-Savin	220
C	884	40145	Larrivière-Saint-Savin	369

Article 4. Situation juridique des biens

4.1. Propriété de l'ouvrage

L'EPTB atteste que les biens objets de la présente mise à disposition font partie intégrante de son patrimoine construit et acquis à des fins de protection contre les inondations.

4.2. Destination des biens et usages

Les biens mis à disposition de la CCPG seront utilisés pour la gestion de la protection contre les inondations.

Article 5. Administration des biens

L'EPTB met à disposition de la CCPG les biens listés à l'article 3 à titre gratuit, conformément à l'article L.1321-2 du code général des collectivités territoriales.

La CCPG devient la collectivité bénéficiaire de plein droit de la mise à disposition des parcelles à la date de la signature de la présente convention.



5.1. Contrats et baux en cours

La CCPG est substituée à l'EPTB dans les droits et obligations découlant des différents contrats des parcelles mises à disposition portant exclusivement sur la compétence GEMAPI : contrats, baux et marchés conclus pour l'aménagement, entretien et conservation des biens.

À la date de signature de la convention, l'EPTB atteste de l'absence des contrats ou baux concernant les biens mentionnés aux articles 3 et 4 de la présente convention.

5.2. Fruits et produits en cours

À la date de signature de la convention, l'EPTB atteste de l'absence de perception des fruits et produits issus de baux en vigueur sur les biens mises à disposition.

Dans l'éventualité de la signature de contrats ou baux par la collectivité bénéficiaire de la présente mise à disposition à compter de la prise d'effet de la présente convention, celle-ci percevra directement l'ensemble des fruits et produits issus des baux établis.

5.3. Taxes et impôts

En application de la loi fiscale, le rôle des impôts fonciers est émis au nom du propriétaire des parcelles tel qu'il apparait dans les documents cadastraux, en l'occurrence, l'EPTB. Dès lors, la charge des taxes et impôts fonciers frappant les parcelles mises à disposition (terrain d'assiettes foncières notamment), incombent à la CCPG, bénéficiaire de ladite mise à disposition, qui les rembourse à l'EPTB, propriétaire, sur la base des avis d'imposition afférents acquittés par ce dernier. Pour l'acquittement de l'impôt afférent à l'année 2023, la CCPG remboursera l'EPTB du montant qui sera calculé par ce dernier sur la base des avis d'imposition afférents et au prorata temporis à compter de la prise d'effet de la présente convention.

Toutefois, sont exonérées de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, conformément à l'alinéa 2 de l'article 1394 du code général des impôts, « *les propriétés de l'État, les propriétés des régions, les propriétés des départements pour les taxes perçues par les communes et les propriétés des communes pour les taxes perçues par la commune à laquelle elles appartiennent, lorsqu'elles sont affectées à un service public ou d'utilité générale et non productives de revenus* ».

À la date de signature de la convention, l'EPTB atteste que les biens mis à disposition ne sont sujets à aucune taxe foncière.

5.4. Contentieux en cours

À la date de signature de la convention, l'EPTB atteste de l'inexistence de contentieux sur les parcelles mises à disposition.

Dans le cas contraire, la CCPG ne se substituera pas dans les obligations liées aux contentieux en cours lors du transfert des biens mises à disposition.

Article 6. Engagement des parties

6.1. Engagements de l'EPTB, collectivité propriétaire

L'EPTB demeure la collectivité propriétaire des biens listés aux articles 3 et 4 et à ce titre conserve les droits d'aliénation. Dans le cadre du transfert de gestion, sur la base des biens mis à disposition de la CCPG pour l'exercice de sa compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations et hormis les cas visés au L.1321-3 du code général des collectivités territoriales, l'EPTB procédera aux cessions et échanges éventuels sollicités par la CCPG sur la base d'un rapport lui permettant d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la réunion du bureau de l'Institution Adour la plus proche.

Comme indiqué au 5.3, en tant que propriétaire, l'EPTB restera destinataire des avis d'imposition au titre de la taxation foncière. Le cas échéant, il s'acquittera de ces impôts et émettra à l'encontre de



la CCPG un titre de recette à hauteur du montant total versé auquel seront annexées les copies des avis d'imposition correspondant aux biens objet de la présente convention.

6.2. Engagements de la CCPG, collectivité bénéficiaire

La CCPG, collectivité bénéficiaire de la mise à disposition, assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du droit d'aliéner les biens remis listés dans les article 3 et 4 :

- L'ensemble des pouvoirs de gestion et d'administration des biens
La CCPG a l'obligation d'entretenir les biens, de réaliser tous les travaux et opérations propres à garantir l'affectation normale des biens (aménagement, entretien, ...), d'autoriser leur occupation unilatérale ou contractuelle ...
- Les fruits et produits
La CCPG se substitue à l'EPTB dans la perception de loyers ou indemnités d'occupation des biens.
- Les taxes et impôts
La CCPG remboursera à l'EPTB les taxes et impôts dont il se sera acquittés et afférents aux biens concernés par la présente mise à disposition.
- La responsabilité des biens (hors police du maire) et les actions en justice
La CCPG est responsable de l'entretien des biens qui lui sont remis. Ainsi et en application des principes relatifs aux dommages de travaux publics, la responsabilité de la CCPG peut être recherchée sur le fondement du défaut d'entretien normal du bien. La CCPG agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Article 7. Fin du régime de mise à disposition des biens

Plusieurs situations peuvent conduire à la fin du régime de mise à disposition du bien et de ce fait, à son retour dans le patrimoine de l'EPTB.

7.1. Désaffectation des biens

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition (modification de l'usage d'un bien qui ne servirait plus l'exercice de la compétence GEMAPI), l'EPTB propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés (article L.1321-3 du code général des collectivités territoriales).

La désaffectation doit s'opérer par délibération concordante de la CCPG et de l'EPTB.

Dans ce cas, la CCPG bénéficiaire de la mise à disposition peut, sur sa demande, devenir propriétaire du ou des biens désaffectés à un prix correspondant à leur valeur vénale.

7.2. Réduction de compétence et/ou réduction de périmètre de la collectivité bénéficiaire

En cas de retrait de la compétence exercée par la CCPG, les biens initialement mis à sa disposition par l'EPTB et concernés par cette réduction de compétence sont restitués à l'EPTB et réintégrés dans son patrimoine pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases.

7.3. Cession des biens en pleine propriété à la collectivité bénéficiaire

En cas de cession partielle à la collectivité bénéficiaire des biens mis à disposition, les biens concernés par la cession seront automatiquement retirés du périmètre de la présente convention de mise à disposition.

En cas de cession à la collectivité bénéficiaire de la totalité des biens mis à disposition, la présente convention prendra fin.



Article 8. Entrée en vigueur et durée de la mise à disposition

La présente convention entre en vigueur à la date de la signature de la présente convention.

La durée de la mise à disposition correspond à la durée de l'exercice de la compétence GEMAPI par la CCPG

Article 9. Modalités comptables et patrimoniales

9.1. Modalités relatives à la mise en place de la mise à disposition

Conformément à l'article L.566-12-1 du code de l'environnement, la mise à disposition des biens désignés à l'article 3, est gratuite.

Le comptable de la collectivité propriétaire, en l'occurrence l'EPTB, constate la mise à disposition (sortie) aux vues des pièces justificatives transmises par l'ordonnateur.

Le comptable de la collectivité bénéficiaire, en l'occurrence la CCPG, constate la mise à disposition (entrée) aux vues des pièces justificatives transmises par l'ordonnateur.

Il s'agit d'une opération d'ordre non budgétaire à l'initiative de l'ordonnateur : aucun titre ni mandat n'est émis. L'ordonnateur de l'EPTB fera parvenir à son comptable une copie de la présente convention, un certificat administratif mentionnant notamment la localisation des biens mis à disposition et le numéro d'inventaire. Si le ou les biens transférés n'étaient pas enregistrés à l'actif de la collectivité remettante, ils devront l'être avant la mise à disposition. Si le ou les biens relèvent d'un compte 23 « immobilisations en cours », ils devront être préalablement intégrés dans son compte définitif en 21 « immobilisations corporelles ».

L'ordonnateur du bénéficiaire devra enregistrer le ou les biens dans son actif et transmettre les pièces justificatives nécessaires à son comptable.

Les travaux d'investissement réalisés en application de l'exercice de la compétence GEMAPI sur les biens désignés aux article 3 et 4 sont intégrés à l'actif de la CCPG tant que la mise à disposition des biens perdure. Il est cependant précisé que, si la CCPG doit acquérir des biens meubles, ceux-ci appartiendront à la CCPG et ne pourront faire l'objet d'une rétrocession ultérieure.

9.2. Modalités relatives à la fin de la mise à disposition et au retour des biens

En cas de désaffectation d'un ou plusieurs biens, telle que définie au 7.1 de la présente convention, ou de toute autre cause de fin de mise à disposition totale ou partielle (cf. article 7), le ou les biens concernés et mis à disposition du bénéficiaire de la compétence GEMAPI, sont restitués à l'EPTB et réintégrés dans son patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées.

Les biens meubles acquis durant la mise à disposition appartiennent à la CCPG et ne sauraient faire l'objet d'une rétrocession ultérieure.

Les travaux d'investissement réalisés par la CCPG sur les biens mis à disposition seront constatés par procès-verbal à la restitution des biens, permettant d'acter l'ensemble des modifications patrimoniales subies par les biens mis à disposition.

Le comptable de la collectivité initialement remettante constate le retour des biens mis à disposition (retour) aux vues des pièces justificatives transmises par l'ordonnateur. Le comptable de la collectivité initialement bénéficiaire de la mise à disposition constate le retour des biens mis à disposition (sortie) aux vues des pièces justificatives transmises par l'ordonnateur.

Les pièces justificatives susmentionnées sont constituées par un certificat administratif mentionnant précisément la localisation, la désignation administrative et technique du ou des biens mis à disposition, le numéro d'inventaire et une copie du procès-verbal de restitution.

Il est précisé que les règles relatives aux modalités comptables et patrimoniales de mise à disposition et de restitution sont susceptibles d'être modifiées automatiquement en cas de modifications législatives, réglementaires ou de normes comptables.



Article 10. Modifications ultérieures

La présente convention pourra être modifiée en cas de besoin par voie d'avenant.

Article 11. Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal administratif de Pau. Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de conciliation amiable constituée par l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procédera à la saisine du Tribunal administratif. Elle en informera l'autre partie quinze jours à l'avance.

Fait à Mont-de-Marsan, le xxxxxxxxxxxx

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Jean-Luc Lafenêtre
Président de la communauté de communes du
Pays Grenadois

Annexe :

Extraits cadastraux modèle 1 établis en dates du xxxxxxxxxxxx par les services départementaux des impôts fonciers des Landes





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Communauté
de Communes
DU PAYS GRENAUDOIS

PROCÈS-VERBAL

**Mise à disposition des parcelles acquises
et ouvrages érigés par l'Institution Adour
pour la protection contre les inondations**

Préambule

En application des articles L.5211-5 III et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, tout transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence.

A la fin des années 1970, l'Institution Adour, dénommée alors institution interdépartementale pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour, a engagé une opération décomposée en plusieurs phases visant la protection de Grenade-sur-l'Adour contre les inondations. Dans ce cadre, sous couvert d'une déclaration d'utilité publique, l'établissement a procédé à l'acquisition de parcelles en bord d'Adour et à l'aménagement sur les-dites parcelle d'ouvrages de protection (digue Loubery-Courrèges en rive droite sur la commune de Grenade-sur-l'Adour et digue Pénich-Laburthe en rive gauche sur la commune de Larrivière-Saint-Savin).

Dès lors, ces biens immeubles de l'Institution Adour sis sur les communes de Grenade-sur-L'Adour et Larrivière-Saint-Savin intéressant la communauté de communes du Pays Grenadois pour l'exercice de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) et tels que décrits dans le présent procès verbal sont concernés par la mise à disposition opérée par l'Institution Adour à l'attention de la communauté de communes du Pays Grenadois.

L'Institution Adour est représentée par Monsieur Paul Carrère, agissant en sa qualité de président, habilité aux fins des présentes par délibération n° xxxxxxxx en date du xxxxxxxx telle qu'annexée.

Le communauté de communes du Pays Grenadois est représentée par Monsieur Jean-Luc Lafenêtre, agissant en sa qualité de président, habilité aux fins des présentes par délibération n° xxxxxx en date du xxxxxxxxxxxx telle qu'annexée.

Article 1. Situation des biens

Les biens concernés par la mise à disposition sont des biens immeubles par nature ; en l'occurrence il s'agit des ouvrages listés ci-après et des parcelles dont la liste est portée en annexe 2, laquelle mentionne notamment les références cadastrales et la contenance de chaque parcelle.

les ouvrages de protection contre les inondations (digues et ouvrages connexes) établis sur ces mêmes parcelles mis à disposition sont la digue Pénich-Laburthe sise sur la commune de Larrivière-Saint-Savin et la digue Loubery-Courrèges sise sur la commune de Grenade-sur-l'Adour.

Article 2. Renseignements administratifs

Désignation du propriétaire : Institution Adour

Forme juridique : syndicat mixte ouvert, établissement public territorial de bassin

Référencement SIREN : 254 002 264

Article 3. Renseignements comptables

- Numéros d'opération : 79/II/1 et 81/I/1.
- Valeur historique : 948 399,25 € (cf. certificat administratif tel qu'annexé).

Article 4. Consistance des biens

4.1. Ouvrages

Digue de Pénich - Laburthe :

Cours d'eau concerné : Adour

Longueur estimative : 660 m

Modalités d'accès : route de Renung, lieu dit Pénich



Dispositifs constructifs : remblai en terre avec un ouvrage traversant permettant l'exutoire du Laburthe muni de clapets. Un déversoir de sécurité est aménagé sur la partie amont de la digue
Photographies récentes du bien :



Digue de Loubéry-Courrèges :

Cours d'eau concerné : Adour

Longueur estimative : 250 m

Modalités d'accès : RD 824 et chemin de Las Caillibes

Dispositifs constructifs : remblai en terre

Photographie récente du bien :



4.2. Foncier

La caractérisation des parcelles (références cadastrales, localisation, contenance) est portée en annexe 2, ainsi que la cartographie par commune (annexe 3).



Article 5. Etat général des biens

5.1. Etat général d'entretien et de fonctionnement

La digue de Pénich-Laburthe est entretenue annuellement par une opération de passage d'épaveuse sur la crête de digue. Les talus sont quant à eux très végétalisés. Le fonctionnement de cette digue se traduit, en crue, par une fermeture automatique des clapets évitant les entrées d'eau par le Laburthe puis, pour une occurrence Q10, par l'entrée d'eau depuis le déversoir équipé situé à l'Amont.

La digue Loubéry-Courrèges est entretenue annuellement par une opération de passage d'épaveuse sur la crête de digue et le talus côté zone protégée. Le talus côté cours d'eau est quant à lui partiellement végétalisé. Le fonctionnement de cette digue en crue se traduit par une surverse généralisée qui se traduit pour un crue de projet Q10. La faible hauteur de l'ouvrage par rapport au terrain naturel (côté zone protégée) ainsi la distance de l'ouvrage par rapport au lit mineur épargne relativement l'ouvrage des dégâts consécutifs des crues.

Observations éventuelles : La digue de Pénich-Laburthe a fait l'objet de plusieurs rénovations dans sa partie aval suite aux crues successives de 2018, 2019, 2020 et 2021 (épaulement, reprise de points bas)

5.2. Evaluation de la remise en état

- Liste des travaux effectués sur les biens mis à disposition au cours des dix dernières années :
L'intégralité des travaux réalisés au cours des 10 dernières années concerne le tronçon aval de la digue de Pénich - Laburthe et est consécutive des crues survenues en 2014, 2018, 2019, 2020 et 2021 :
 - épaulement côté zone protégée (2019),
 - reprise de points bas (2020).
- Études et devis disponibles pour des travaux à réaliser prochainement :
 - étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues - ISL - octobre 2018,
 - AVP, PRO, EDD de protection contre les inondations sur la commune de Larrivière-Saint-Savin - ISL - janvier 2019,
 - AVP de confortement de la digue de Pénich-Laburthe - ISL - juillet 2019,
 - maîtrise d'œuvre pour les travaux de recul et de confortement de la digue Pénich-Laburthe - ISL - en cours - estimation du coût des travaux : 964 600 € TTC.

Article 6. Nature des contrats et autorisations diverses

Travaux opérés sur les ouvrages au cours des dix dernières années :

Ouvrage	Année	Descriptif de l'intervention
Pénich - Laburthe	2019	Epaulement coté zone protégée, 14 300 €HT, Egan Aquitaine
Pénich - Laburthe	2020	Traitement de 3 points bas, 3 428 €HT, GUINTOLI SAS,

Autorisations au titre du décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 (décret digues) : n°40-2010-00355 (digue Loubéry-Courrèges) et n°40-2010-00356 (digue Pénich-Laburthe) du 7 février 2011

Autorisation d'occupation : non concerné

Servitude d'accès : non concerné

Contrat d'entretien : non concerné

Contrat de surveillance, de contrôle de l'état : non concerné

Contrat de fourniture : non concerné

Toutes autres obligations et autorisations : non concerné

Les pièces correspondantes sont annexées au procès-verbal.



Article 7. Documents nécessaires à l'exploitation du bien

Plan d'implantation sur fond cadastral : cf. annexe
Plans d'exécution : non disponibles
Étude de danger : 2014
Visite technique approfondie la plus récente : 2014
Registre : ouvert en 2022
Dossier d'ouvrage : 2014
Autres documents : non concerné

Les pièces correspondantes ont été remises à l'EPCI-FP le 19 octobre 2022.

Fait en 2 exemplaires originaux
à Mont-de-Marsan,
le xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Pour la communauté de communes
du Pays Grenadois
bénéficiaire de la mise à disposition
le Président

Pour l'Institution Adour
le Président

Jean-Luc Lafenêtre

Paul Carrère

Liste des annexes :

- délibérations de l'Institution Adour et de la CCPG
- liste des parcelles
- cartes de localisation des parcelles
- certificat administratif établissant la valeur des biens mis à disposition
- arrêtés préfectoraux n° 40-2010-00355 et n° 40-2010-00356 du 7 février 2011



Annexe 1

Délibération n° xxxxxxxx de l'Institution Adour en date du xxxxxxxx

Délibération n° xxxxxxxxxxxx du syndicat mixte Adour amont en date du xxxxxxxxxxxx



Annexe 2

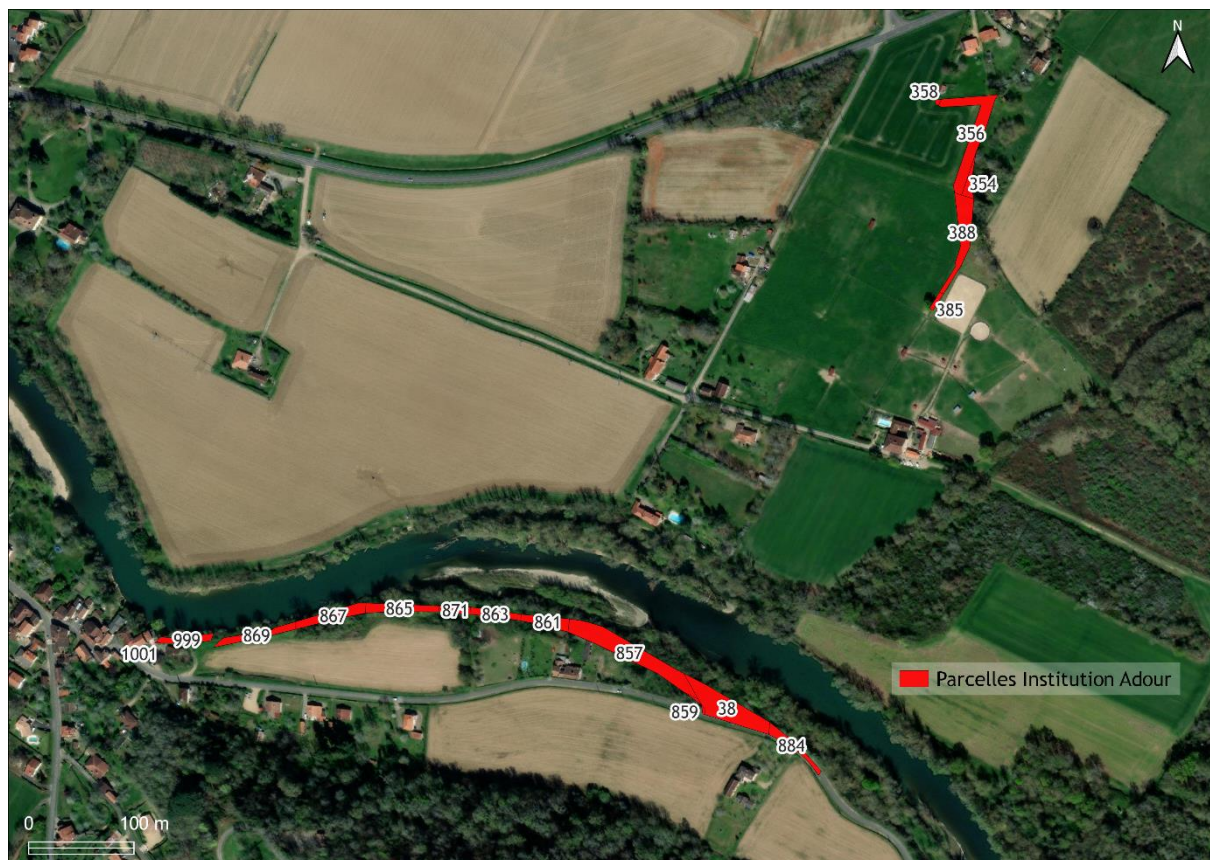
Liste des parcelles mises à disposition

Section	N° parcelle	Commune		Contenance (m ²)
G	354	40117	Grenade-sur-l'Adour	163
G	356	40117	Grenade-sur-l'Adour	1406
G	358	40117	Grenade-sur-l'Adour	19
G	385	40117	Grenade-sur-l'Adour	64
G	388	40117	Grenade-sur-l'Adour	896
B	999	40145	Larrivière-Saint-Savin	295
B	1001	40145	Larrivière-Saint-Savin	4
C	38	40145	Larrivière-Saint-Savin	1459
C	857	40145	Larrivière-Saint-Savin	1971
C	859	40145	Larrivière-Saint-Savin	47
C	861	40145	Larrivière-Saint-Savin	462
C	863	40145	Larrivière-Saint-Savin	312
C	865	40145	Larrivière-Saint-Savin	503
C	867	40145	Larrivière-Saint-Savin	592
C	869	40145	Larrivière-Saint-Savin	438
C	871	40145	Larrivière-Saint-Savin	220
C	884	40145	Larrivière-Saint-Savin	369



Annexe 3

Cartes de localisation des parcelles mises à disposition



Annexe 4

Certificat administratif établissant la valeur des biens mis à disposition



Annexe 5

Arrêtés préfectoraux n° 40-2010-00355 et n° 40-2010-00356 du 7 février 2011

